



# PLAN GÉNÉRAL DE COORDINATION En Matière de Sécurité et de Protection de la Santé

NIVEAU : Catégorie 2  
R 4532-43

PRHDF - RECTORAT AMIENS - Travaux CFA - Faux Plafond

20 boulevard Alsace Lorraine  
80 AMIENS

Date : 26/06/2025  
N° du Dossier : 251124  
Vos références : Référence marché : 2022.1450001229

Le Plan Général de Coordination Sécurité et Protection est un document appelé à évoluer

Version	Observations	Date
Version initiale		26/06/2025

Coordonnées du Coordonnateur SPS	Nom du Coordonnateur	Tel/Fax/Email
COBAT-COPREV  Mandataire	Monsieur RECOLET	Tel : 06 20 72 11 64  Email : p.recolet@cobat-coprev.fr

Etabli conformément aux Article R 4532-42 à R 5632-51 du décret 2008-244 du 7 mars 2008 en application le 1er mai 2008

## Sommaire

<b>1- RENSEIGNEMENTS GENERAUX ET ADMINISTRATIFS</b>	<b>4</b>
1.1 PRÉSENTATION	4
1.2 NOM ET ADRESSE DU MAITRE D'OUVRAGE	4
1.3 NOM ET ADRESSE DES MAITRES D'ŒUVRE	4
1.4 NOM ET ADRESSE DU COORDONNATEUR S.P.S	4
1.5 ACTEURS DE L'OPÉRATION	5
1.6 ENTREPRISES (Y COMPRIS ENTREPRISES SOUS-TRAITANTS ET TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS)	5
1.7 SERVICES UTILES	5
<b>2 - MESURE D'ORGANISATION GENERALE DU CHANTIER</b>	<b>6</b>
PRÉAMBULE	6
2.1 BASE VIE	6
2.2 INSTALLATIONS OBLIGATOIRES SUR LES CHANTIERS DU BTP	7
2.3 ARMOIRE SÉCURITÉ SUR CHANTIER	8
2.4 TRAVAIL DE NUIT	9
2.4 GARDIENNAGE – CLÔTURES DE CHANTIER	10
2.5 CALENDRIER ET PHASAGE DES TRAVAUX EN RÉALISATION	10
2.6 MATÉRIAUX ET PROCÉDÉS CONSTRUCTIFS DANGEREUX	10
2.7 AFFICHAGES SUR LE CHANTIER	11
2.8 PROJET DE PLANS D'INSTALLATION DE CHANTIER	11
<b>3 MESURE DE COORDINATION</b>	<b>12</b>
PRÉAMBULE	12
3.1 GÉNÉRALITÉS	12
3.2 RISQUES MAJEURS LIÉS AUX COACTIVITÉS SIMULTANÉES OU SUCCESSIVES	14
3.3 LES CONDITIONS DE MANUTENTION DES DIFFÉRENTS MATÉRIAUX ET MATÉRIELS EN PARTICULIER POUR CE QUI CONCERNE L'INTERFÉRENCE DES APPAREILS DE LEVAGES SUR LE CHANTIER OU À PROXIMITÉ, AINSI QUE LA LIMITATION DU RECOURS AUX MANUTENTIONS MANUELLES	15
3.4 DÉLIMITATION ET L'AMÉNAGEMENT DES ZONES DE STOCKAGES ET D'ENTREPOSAGE DES DIFFÉRENTS MATÉRIAUX, EN PARTICULIER S'IL S'AGIT DE MATIÈRES OU DE SUBSTANCES DANGEREUSES	17
3.5 LES CONDITIONS D'ENLÈVEMENT DES MATÉRIAUX DANGEREUX UTILISÉS	18
3.6 L'UTILISATION DES PROTECTIONS COLLECTIVES, DES ACCÈS PROVISOIRES ET DE L'INSTALLATION ÉLECTRIQUE GÉNÉRALE	19
3.7 MESURES DE COORDINATION AFFECTÉES À DES LOTS	19
3.8 RISQUES ET MESURES PRÉCONISÉES OU EXPRESSION DE LA RÈGLE	20
3.9 LES RÈGLES QUI SAUVENT – ENGAGEMENT DES ENTREPRISES	21
<b>4 - SUJÉTIONS DÉCOULANT DES INTERFÉRENCES AVEC DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION</b>	<b>22</b>
SUR SITE À L'INTÉRIEUR OU À PROXIMITÉ DUQUEL EST IMPLANTÉ LE CHANTIER	22
<b>5 - MESURES GÉNÉRALES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ÉTAT DE SALUBRITÉ SATISFAISANT</b>	<b>24</b>
<b>6 - RENSEIGNEMENTS DE SANTÉ ET DE SECOURS</b>	<b>25</b>
PRÉAMBULE	25
6.1-PRÉVENTION DES RISQUES ET MALADIES PROFESSIONNELLES	25
<b>7- MODALITÉS DE COOPÉRATION ENTRE LES ENTREPRENEURS, EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS</b>	<b>27</b>
DISPOSITIONS GÉNÉRALES APPLICABLES À TOUS LES INTERVENANTS	27
<b>7.1 COLLÈGE INTERENTREPRISES DE SÉCURITÉ, DE SANTÉ ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL</b>	<b>31</b>
<b>ANNEXES</b>	<b>35</b>
LISTE DES ANNEXES	35
5 LISTE DES ENTREPRISES DÈS QUE RETENUES	35
6 TRAME DU PPSPS	35

# 1- RENSEIGNEMENTS GENERAUX ET ADMINISTRATIFS

Complétant notamment la déclaration préalable

Selon la classification de l'affaire( catégorie 1.2.)

Déclaration préalable (L 4532-1 et 2 du code du travail)

La déclaration préalable sera faite par le maître d'ouvrage à l'inspection du Travail, à la CARSAT et à l'OPPBTP. Observation : la déclaration préalable est faite par le Maître d'ouvrage à l'envoi de la demande de permis de construire ou 30 jours avant le début des travaux s'il n'y a pas de permis de construire.

## 1.1- Présentation



Le présent marché consiste à réaliser :

L'opération de travaux porte sur des prestations d'électricité CFA et de pose d'un faux plafond dans les parties communes du Rectorat d'Amiens.


Les travaux sont situés :

20 boulevard Alsace Lorraine  
80 AMIENS

## 1.2- Nom et adresse du maitre d'ouvrage

Coordonnées de la maitrise d'ouvrage		Contact	Tel / Email
	<b>Mandataire</b> <b>PREFET DE LA REGION HAUTS DE FRANCE (PRHDF)</b> 130 RUE DE RIVOLI 59800 LILLE	Madame Marbaix Marie Responsable technique	Tel : Mob : Email : srap.achats@region-academique-hdf.fr
	<b>Mandataire</b> <b>PREFET DE LA REGION HAUTS DE FRANCE (PRHDF)</b> 130 RUE DE RIVOLI 59800 LILLE	Monsieur BEDIER Kevin Chargé(e) d'opération(s)	Tel : 03 22 82 39 75 Mob : 06 18 56 29 18 Email : kevin.bedier@region-academique-hdf.fr


## 1.3- Nom et adresse des maitres d'œuvre

Coordonnées de la maitrise d'œuvre		Contact	Tel / Email
	<b>Mandataire</b> <b>SCME</b> 12,, ZA les Alouettes 62223 SAINT NICOLAS LEZ ARRAS	Monsieur POCHET STEPHANE Responsable technique	Tel : 03 21 55 24 74 Mob : 06 11 89 43 60 Email : Contact@scme.fr

#### 1.4- Nom et adresse du coordonnateur S.P.S

---

Titulaire(s)

Coordonnées du Coordonnateur SPS			Tel / Email
	Mandataire <b>COBAT-COPREV</b>	Conception et Réalisation Monsieur RECOLET Philippe	Tel : 06 20 72 11 64 Mob : 06 20 72 11 64 Email : p.recolet@cobat-coprev.fr

#### 1.5- Acteurs de l'opération

---

#### 1.6- Entreprises (y compris entreprises sous-traitants et travailleurs indépendants)

---

## 2 - MESURE D'ORGANISATION GENERALE DU CHANTIER

Arrêtées par le maître d'œuvre en concertation avec le coordonnateur.

### Préambule

---

D'une manière générale les travaux se déroulent de la façon suivante ;

- Mise en place de la signalisation d'approche de l'opération
- Mise en place des clôtures de chantier
- Terrassements généraux y compris au niveau de la base vie et des cantonnements
- Empierrements
- Réalisation des réseaux de la base vie
- Réalisation des réseaux primaires
- Mise en place du panneau de chantier
- Mise en place de la base vie
- Démarrage de l'opération.
- L'ensemble de ces mesures sont soumises aux plannings de l'opération (voir DCE)

### 2.1- Base vie

---

Installations de la base vie : Chantier toujours propre et rangé

Le plan type de chaque installation de chantier mentionnera entre autres :

- l'implantation et la composition de l'installation,
- l'implantation des zones de stockage, de matériels et matériaux,
- l'organisation de la circulation pour desservir ces installations de chantiers,
- les ateliers de maintenance des matériels,
- les bureaux des entreprises,
- les structures d'accueil des salariés,
- le local pour le laboratoire (si travaux de VRD)
- l'organisation de la circulation à l'intérieur d'installation de chantier.
- Affichage des numéros de secours et présence d'une trousse de secours
- Moyen prévus en cas d'évacuation d'urgence sur un site en exploitation

Les blocs réfectoires seront munis de l'équipement nécessaire à la conservation et au réchauffement des plats ainsi qu'au lavage de la vaisselle. L'ensemble des installations devra être pourvu d'un moyen de chauffage et être nettoyé quotidiennement. Des extincteurs adaptés seront mis en place (et vérifiés périodiquement) en nombre suffisant dans chaque installation. Les dimensions et équipements des installations seront déterminés en fonction des besoins réels des entreprises :

Vestiaires (hommes et femmes)	1.25 m2/ salarié
Réfectoires	1,5 m2/ salarié
WC (hommes et femmes)	1 pour 20 salariés
Urinoirs	1 pour 20 salariés
Lavabos	1 pour 5 salariés
Douches (hommes et femmes)	1 pour 10 salariés

## 2.2- Installations obligatoires sur les chantiers du BTP

Installations	Chantiers d'une durée inférieure à 4 mois	Chantiers d'une durée égale ou supérieure à 4 mois
<b>Vestiaire</b>	<p>Local vestiaire (article R4534-139 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Éclairé</li> <li>• Convenablement aéré</li> <li>• Chauffé en saison froide</li> <li>• Équipé d'armoires individuelles (ou à défaut de patères si chantier exigu)</li> <li>• Nettoyé 1 fois par jour</li> <li>• Exempt de tout stockage de produits et matériaux</li> <li>• Muni de sièges en nombre suffisant</li> </ul> <p>Si ces installations ne sont pas adaptées à la nature du chantier (ex. : chantier mobile), possibilité d'utiliser des véhicules de chantier aménagés permettant aux salariés de disposer de vestiaires, cabinets d'aisance et douches si possible (article R4534-140 du code du travail).</p> <p>(*) voir note de bas de page</p>	<p>Vestiaire et lavabos installés dans un local spécial à proximité du passage des travailleurs (articles R4228-2, R4228-3, R4228-4 et R4228-5 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Éclairé</li> <li>• Chauffé en saison froide</li> <li>• Sol et parois facilement nettoyables</li> <li>• Aéré conformément aux articles R4222-4, à R4222-10, R4412,149 et R.4412-150, R4222-11 à R4222-17, R4222-20 et R4222-21 du code du travail</li> <li>• Maintenu en état constant de propreté</li> <li>• Installations séparées si personnel mixte</li> <li>• Si vestiaire et lavabos dans locaux séparés, communication entre eux sans passer par l'extérieur ni par les lieux de travail et de stockage</li> </ul> <p>Vestiaire (article R4228-6 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Sièges en nombre suffisant</li> <li>• Armoires individuelles : <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Ininflammables</li> <li>○ À double compartiment</li> <li>○ Munies de serrure ou cadenas</li> </ul> </li> </ul>
<b>Lavabos</b>	<p>Lavabos ou rampes (article R4534-141 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 1 orifice pour 10 travailleurs</li> <li>• Eau potable</li> <li>• Si possible à température réglable</li> <li>• Moyens de nettoyage</li> <li>• Moyens de séchage ou d'essuyage appropriés, entretenus et changés chaque fois que nécessaire</li> </ul>	<p>Lavabos (article R4228-7 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 1 lavabo pour 10 travailleurs</li> <li>• Eau potable</li> <li>• Température réglable</li> <li>• Moyens de nettoyage</li> <li>• Moyens de séchage ou d'essuyage, changés ou entretenus chaque fois que nécessaire.</li> </ul>
<b>Douches</b>	<p>Obligatoires pour tous chantiers où s'effectuent des travaux insalubres ou salissants listés à l'annexe à l'arrêté du 23/07/1947 modifié (article R.4228-8 du code du travail). Ex. : travaux au jet de sable, travaux exposant aux poussières d'amiante, au plomb, etc.</p>	
<b>Eau pour la boisson</b>	<p>Mise à disposition de 3 litres par jour et par travailleur d'eau potable et fraîche pour la Boisson (articles R4534-143 et R.4225-2 du code du travail)</p>	
<b>Cabinets d'aisance, Urinoirs</b>	<p>Obligations identiques pour les 2 types de chantiers (articles R4228-10 à R4228-15 et R4534-144 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 1 cabinet et 1 urinoir pour 20 salariés</li> <li>• Chasse d'eau</li> <li>• Éclairage</li> <li>• Chauffage en saison froide</li> <li>• Sols et parois imperméables et facilement nettoyables</li> <li>• Portes pleines munies d'un loquet intérieur décondamnable de l'extérieur</li> <li>• Évacuation des effluents conformes aux règlements sanitaires</li> <li>• Absence de dégagement d'odeurs et aération conforme aux articles R4222-4 à R4222-10, R4412- 149 et R4412-150, R4222-11 à R4222-17, R4222-20 et R4222-21 du code du travail</li> <li>• 1 cabinet au moins équipé d'un point d'eau</li> <li>• Papier hygiénique</li> <li>• Installations séparées en cas de personnel mixte</li> </ul>	

Installations	Chantiers d'une durée inférieure à 4 mois		Chantiers d'une durée égale ou supérieure à 4 mois
Réfectoire	<p>Si des travailleurs prennent leur repas sur le chantier, mise à disposition d'un local spécial (article R4534-142 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Tables et chaises en nombre suffisant</li> <li>• Réchaud</li> <li>• Garde-manger</li> <li>• Réfrigérateur si possible</li> <li>• Maintien en état constant de propreté</li> </ul> <p>(*) voir note de bas de page</p>		<p><b>Si moins de 25 travailleurs</b> prennent leur repas sur le chantier, mise à disposition d'un emplacement de restauration présentant de bonnes conditions d'hygiène et sécurité, soit au minimum (articles R4228-22 à R4228-24 du code du travail et article R4534-142 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Tables et chaises</li> <li>• Réchaud</li> <li>• Garde-manger</li> <li>• Réfrigérateur si possible</li> <li>• Maintien en état constant de propreté</li> </ul> <p><b>Si 25 travailleurs au moins</b> prennent leur repas sur le chantier, mise à disposition d'un local de restauration (articles R4228-22 à R4228-24 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Tables et chaises en nombre suffisant</li> <li>• Réchaud</li> <li>• Réfrigérateur</li> <li>• 1 robinet d'eau potable, fraîche et chaude pour 10 usagers</li> <li>• Nettoyage du local et des équipements après chaque repas</li> </ul>
Premiers secours	Boîte de secours	<p>Les lieux de travail sont équipés d'un matériel de premiers secours adapté à la nature des risques et facilement accessible.</p> <p>Ce matériel doit faire l'objet d'une signalisation par panneaux conformes aux dispositions prévues par l'article R4224-24 du code du travail (<b>articles R4224-14 et R4224-23 du code du travail</b>).</p>	
	Secouristes	<p>Dans chaque chantier occupant vingt personnes au moins pendant plus de quinze jours où sont effectués des travaux dangereux, un membre du personnel doit avoir reçu obligatoirement l'instruction nécessaire pour donner les premiers secours en cas d'urgence (<b>article R4224-15 du code du travail</b>).</p>	

(\*) : pour les seuls chantiers dont la durée est inférieure à 4 mois : si la mise en place de ces installations est impossible en raison de la disposition des lieux le chef d'entreprise recherche à proximité du chantier un local ou emplacement présentant des conditions équivalentes (article R4534-145 du code du travail).

## 2.2- Armoire sécurité sur chantier

---

### Dans l'armoire chantier on pourra trouver :

#### Dans une chemise :

- La déclaration d'ouverture du chantier
- Une copie du PGC
- Les copies des PPSPS
- Copie de la déclaration préalable
- « Le registre d'observation » doit être mis à disposition des travailleurs, des organismes de contrôle qui pourraient formuler les observations et les mises en demeure éventuelles.

#### Obligation des entreprises :

- Livret d'accueil d'un nouveau salarié ou intérimaire
- Rapport de vérification (de conformité) de tous les engins
- Autorisation de conduite par l'employeur ou et CACES
- Chaque entreprise doit posséder une trousse de secours complète avec une liste de son contenu et la date de renouvellement des produits
- Dans le PPSPS, il doit être mentionné la situation de cette trousse sur le chantier.
- Chaque entreprise doit posséder un moyen de lutte contre l'incendie. Sur chaque extincteur, on pourra trouver la date d'achat, la date du dernier contrôle, la nature de l'extincteur.

#### Affiché :

- Le planning des opérations
- Les horaires de travail
- Les numéros en cas d'urgence
- Le Plan des installations de chantier
- Liste de tous les interlocuteurs (maître d'ouvrage, maître d'œuvre etc...)
- La liste des Entreprises
- La liste des personnes autorisées à accéder au chantier en mentionnant le ou les secouristes et la personne qui possède le téléphone portable.

#### A disposition des visiteurs :

- Un casque de chantier
- Une protection anti-bruit.
- Logistique

## 2.4 Travail de nuit

---

L'entrepreneur n'est pas autorisé à travailler la nuit, exception faite des travaux qui pourraient être réalisés que de nuit en raison des restrictions de circulation qu'ils imposeraient. Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) précisera pour chaque marché de travaux ou de fournitures, tous les horaires de chantier.

Ces travaux sont pour chaque marché de travaux :

- Mise en place ou enlèvement de la signalisation et des dispositifs de sécurité au démarrage et en fin de chaque chantier, ou lors des changements de phases de travaux
- Travaux spécifiques d'ouvrages d'art nécessitant une interruption momentanée de circulation par exemple
- Travaux de raccordement de chaussées et équipements à l'existant
- Pose ou dépose des équipements
- Travaux de finitions.

L'entrepreneur peut travailler la nuit ainsi qu'en horaires allongés, sous réserve de déclarations préalable à l'Inspection du Travail et d'en informer le Coordonnateur SPS.

Pour le cas des travaux effectués de nuit sur les lieux de travail, l'entrepreneur titulaire devra assurer un éclairage artificiel des zones où sont effectués des travaux et des zones extérieures de circulation des travailleurs.

Les niveaux d'éclairement ne devront pas être inférieurs aux valeurs indiquées ci- dessous (liste non exhaustive) :

- Eclairage de la zone de travaux 30 Lux
- Postes de travail permanents fixes 200 Lux



- Postes de travail permanents itinérants 40 Lux
- Zones et voies de circulation des piétons 30 Lux
- Postes de travail avec usage de machine dangereuse 300 Lux (scie, tronçonneuse, meule, etc...)
- Zones et aires de chargement ou de déchargement de 40 Lux matériaux (déblais, dépôts, etc...).

## 2.3- Gardiennage - Clôtures de chantier

Le gardiennage sera laissé à l'appréciation de l'ensemble des entreprises intervenant sur ce chantier.

## 2.4- Calendrier et phasage des travaux en réalisation

Les travaux se dérouleront dans un délai de 14 mois.

Les travaux devraient commencer (prévision) le

Le calendrier des travaux lot par lot se trouve en annexe du DCE ; celui-ci sera harmonisé avec le planning de coactivité.

### Phasage de l'opération

Les travaux se dérouleront en 1 phases, en et en 2 lots.

N° de lot	Nom du lot
1	Electricité
2	Faux Plafond

### Mode de consultation, de passation et type de marchés

Mode de consultation	Mode de passation des marchés	Types de marchés
		Marché à bon de commande

**Classement du chantier :** Le Maître d'ouvrage a classé le chantier en Catégorie 2

Après étude du dossier et des documents qui m'ont été remis en , il en ressort en effectif global de 1617 journées/ hommes confirmant que l'opération est bien en Catégorie 2 Bâtiment.

**Nombre d'entreprises en même temps :** 2 (hors sous-traitants)

**Effectif prévisionnel en pointe :** 6 hommes/ jour

### 3. MESURE DE COORDINATION

Prises par le coordonnateur en matière de sécurité et de santé et sujétions qui en découlent.

#### Préambule

Les mesures de coordination ne sont en aucun cas exhaustives. Dans le cadre d'une harmonisation elles peuvent être complétées et modifiées.

L'ensemble des mesures de coordination inscrites dans ce Plan Général de Coordination doivent être mises en œuvre par les entreprises concernées

L'ensemble de ces mesures de coordination ne se substituent aux obligations des entreprises

#### 3.1 - Généralités

Tâches	Mesures de coordinations pour toutes les entreprises
Accès au chantier par le domaine public	Toutes les entreprises devront respecter ; <ul style="list-style-type: none"><li>• Le code de la route</li><li>• Les déviations éventuelles</li><li>• Les accès aux propriétés riveraines</li></ul>
Accès au chantier	Toutes les entreprises pénétrant sur le chantier doivent être identifiables facilement- Gilets, teeshirts, casques, carte OPPBTP etc. Les secouristes sauveteurs du travail seront également identifiables
Installations de chantier	Chaque entreprise devra indiquer au lot en charge du plan d'installation de chantier qui a la charge de la mise en place des installations de chantier ses besoins en termes de stockages. Dans le cas où des magasins sont mise en place, ils seront clairement identifiés. Ils posséderont un moyen de lutte contre l'incendie. Les matériaux seront stockés de manière stable. Leurs emplacements devront être matérialisés et soignés afin de ne pas causer un danger pour les travailleurs.
Sorties de chantier	Aucune surcharge des camions Arrosage ou bâchage des camions si nécessaire Aucun support de corps étrangers ou de boues n'est autorisé sur la chaussée à proximité du chantier ou sur toutes autres voiries empruntées notamment au niveau des décharges
Inspection communes	Chaque entreprise devra réaliser avec le coordonnateur en réalisation une inspection commune avant toute intervention sur l'opération. Il lui sera demandé de venir avec un PPSPS indice 0 spécifique à l'opération en cours afin de pouvoir réaliser une analyse du PPSPS -voir les risques exportés et dans le cadre de l'harmonisation des PPSPS, les risques importés. L'entreprise devra également fournir au coordonnateur SPS les effectifs en pointe, la durée des travaux par tâches ainsi que la présence ou pas des ouvriers ayant la qualification secouriste. En fonction du planning de l'opération des dispositifs peuvent être demandés aux entreprises en coactivité

Circulation horizontale	<p>Un schéma d'installation de chantier devra être réalisé. Celui-ci comportera un sens de circulation dédié aux véhicules et aux piétons. Toutes les entreprises doivent se conformer scrupuleusement aux prescriptions réglementaires définie sur cette opération.</p> <p><b>Allure de circulation des véhicules :</b> Vitesse maximale 15k/h dans l'emprise du chantier ou au pas devant le personnel de chantier et dans une zone d'évaluation des engins.</p> <p><b>Manœuvre sur le chantier :</b> Tous les véhicules qui doivent faire une manœuvre sur le chantier doit être équipée d'un klaxon de recul et optiques et doit être accompagné d'un chef de manœuvre.</p> <p><b>Véhicules et engins :</b> La conduite des engins de chantier ne pourra être confiée qu'à des conducteurs ayant été reconnus aptes médicalement et professionnellement. Chaque conducteur devra être en possession de l'autorisation de conduite établie par son employeur. Depuis le 2 décembre 1998 chaque conducteur doit être en possession d'un CACES (Certificat d'Aptitude à la conduite d'Engin en Sécurité) établi par un organisme de formation agréé.</p> <p><b>Approvisionnement du chantier :</b> Toutes les entreprises devront transmettre à leur fournisseur et transporteur, un plan d'accès au chantier ainsi qu'aux différentes zones de stockages ou de livraisons. Voir en annexe protocole de livraison, document d'harmonisation d'organisation des livraisons (DHOL).</p> <p><b>Aires de stockages et de stationnement :</b> Les aires de stockages définies au plan d'installation de chantier devront être scrupuleusement respectées.</p> <p><b>Balisages :</b> Pour les travaux qui se trouveraient sur une zone de passage (piétons, ou véhicules) mettre en place un dispositif efficace de protection.</p> <p><b>Accès :</b> Tous les accès doivent rester libres de tous encombrements.</p>
Circulation verticale	<p><b>Poste de travail en élévation</b> Tout accès au poste de travail en élévation se réalisera à l'aide de moyens sécurisés (nacelles, PIR, tour d'accès, escaliers, sapines etc...)</p> <p><b>Superposition de tâches</b> La superposition et la juxtaposition de tâches est interdite. Tout moyen devra être mis en œuvre (balisage, décalage de la tâche, etc...)</p>
Coactivité	<p>Afin de gérer la coactivité, le coordonnateur SPS réalisera avec chaque entreprise une visite d'inspection commune qui générera un compte rendu et qui sera annexé aux extraits du registre journal.</p> <p>Les coactivités simultanées ou successives seront alors gérées en corrélation avec l'OPC et la maîtrise d'œuvre.</p>

### 3.2- *Risques majeurs liés aux coactivités simultanées ou successives*

Risques	Mesures de coordinations pour toutes les entreprises
Circulation des véhicules sur chantier	Respect du balisage et de la signalisation propre au chantier
Réseaux aériens	Respect des distances de sécurité
Travaux en hauteur	Ne pas enlever les protections collectives
Chutes de matériaux ou d'objets	Superposition de tâches interdite
Risques électriques	Le personnel doit être habilité Mise en place et respect des mesures de consignations. Informations et affichages Vérification et consignation avant interventions.
Travaux à proximité du réseau gaz	Personnel habilité Mise en place et respect des mesures de consignations.
Incendie et brûlures	Permis de feu obligatoire Extincteurs obligatoires sur postes de travail Matériel de premier secours.

### 3.3- Les conditions de manutention des différents matériaux et matériels en particulier pour ce qui concerne l'interférence des appareils de levages sur le chantier ou à proximité, ainsi que la limitation du recours aux manutentions manuelles

Tâches	Mesures de coordinations pour toutes les entreprises
<b>Manutentions manuelles</b>	<p>Chaque entreprise doit limiter au maximum le recours aux manutentions manuelles. La mécanisation est un moyen nécessaire pour la manutention horizontale Cela commence par :</p> <p><b>La logistique de chantier et notamment ce qui doit être approvisionné :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• D'où vient l'approvisionnement</li> <li>• Comment va être effectué l'approvisionnement</li> <li>• A quel moment</li> <li>• Les contraintes de réception</li> <li>• Comment va être distribué l'approvisionnement</li> <li>• Quels sont les déchets provenant de l'approvisionnement</li> <li>• La prévention des TMS (Troubles Musculosquelettiques)</li> </ul> <p>Lorsqu'il ne sera pas possible d'éviter totalement la manutention manuelle, des aides mécaniques telles que des transpalettes, chariots, automoteurs... seront mis à la disposition du personnel pour</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Décharger les véhicules</li> <li>• Organiser le stockage</li> <li>• Déplacer les outils, matériaux, équipements de travail</li> <li>• Approvisionner les étages.</li> </ul> <p>Lorsque le recours à la manutention ne peut être évité, la charge maximale à manutentionner d'une façon habituelle, ne peut être supérieure à 55 kg pour l'homme. Les opérations de manutentions prévisibles devront être mentionnées au PPSPS Les entreprises pourront se reporter à la fiche de l'OPPBTP Mémo pratique AM 01 95 « Les manutentions manuelles »</p> <p>Tous dispositifs de manutentions non prévus au PPSPS ou éventuellement dans le PGC feront l'objet d'une demande auprès du coordonnateur SPS par l'entreprise avant la mise en service de l'engin (avec détails des fixations, des charges, des efforts possibles, des conditions d'emploi, désignation du responsable de l'engin sur le site.</p>

### 3.4- Délimitation et l'aménagement des zones de stockages et d'entreposage des différents matériaux, en particulier s'il s'agit de matières ou de substances dangereuses.

Tâches	Mesures de coordinations de toutes les entreprises
<b>Réseaux</b>	<p>Lors des travaux de modification du réseau d'assainissement ou de modifications ponctuelles, l'entreprise peut être amenée à découvrir des canalisations en amiante ciment.</p> <p>Dans ce cas, l'entreprise appliquera les recommandations de la CNAM du 5 novembre 1996 « Travaux sur des canalisations enterrées en amiante ciment</p> <p>Les emballages ayant contenu des substances ou préparations dangereuses ainsi que des résidus de ces produits seront évacués quotidiennement par l'entrepreneur qui les utilise, lequel reste responsable en tant que producteur du déchet, de leurs éliminations dans des conditions satisfaisant la réglementation en vigueur (plan de retrait)</p> <p>Faire les DICT</p> <p>Matérialiser les canalisations en surface- (Marquage au sol)</p>
<b>Décombres et déblais</b>	<p>Chaque entrepreneur procède à ses frais à l'enlèvement et au transport aux décharges publiques des décombres et déblais en excédants résultants de l'exécution de ses travaux.</p> <p>Les déchets provenant des interventions sur canalisations en amiante ciment seront évacués conformément à l'article 2.10 de la recommandation CNAM vers une décharge de classe 1 ou 2 suivant la nature des déchets</p>
<b>Produits dangereux</b>	<p>Les entreprises indiqueront dans leur PPSPS si leurs travaux comprennent la mise en œuvre de substances ou de préparations dangereuses pouvant provoquer intoxication, incendie ou explosion</p> <p>.Les substances et préparations dangereuses rencontrées fréquemment sur les chantiers peuvent être des lubrifiants, carburants, produits de traitement des bois, acides, solvants, peintures, colles, produits de scellement ou d'étanchéité, bitumes, goudrons, résines, détergents, etc..</p> <p>.Les fabricants, importateurs et distributeurs de produits chimiques sont tenus d'adresser aux utilisateurs les fiches de données de sécurité des produits vendus : tout entrepreneur utilisant ce type de produit (symbole de danger sur le fond orange) doit annexer la fiche correspondante à son PPSPS.</p> <p>Les substances et préparations dangereuses au sens de l'article R 4411-72 du code du travail (explosives, combustibles, inflammables à divers degrés, toxiques à divers degrés, corrosives à divers degrés, cancérigènes, mutagènes, toxiques pour la reproduction, dangereuses pour l'environnement) ne seront en aucun cas stockées directement sur le lieu d'utilisation. Les quantités correspondant au plus à une journée d'utilisation seront seules admises au stockage dans l'enceinte du chantier.</p> <p>Les lieux et conditions de stockage pouvant résulter de la nature et des propriétés des produits en question seront arrêtés par le Maître d'œuvre en concertation avec le coordonnateur, les charges éventuellement afférentes étant supportées par l'entrepreneur concerné.</p> <p>Les lieux de stockage seront éloignés du bâtiment à construire ainsi que des aires de circulation du personnel ou des engins, dont ils seront physiquement séparés, leur ventilation, naturelle ou assistée, devra s'opposer efficacement à toute accumulation du gaz ou de vapeurs.</p> <p>Un balisage et une signalisation de sécurité correspondant aux risques identifiés seront dans tous les cas mis en place par l'entrepreneur concerné.</p> <p>Aucune pollution pouvant nuire à l'environnement ne sera tolérée (hydrocarbures, huiles, peintures, solvants, feux d'isolants ou de produits d'étanchéité).</p> <p>Tout feu est strictement interdit sur le chantier (que ce soit sur le chantier lui-même ou en zone vie) en raison des risques d'incendie des matériaux utilisés sur le chantier.</p> <p><b>Tout stockage sur le domaine public est interdit sauf autorisation préalable des services concernés et sous réserve de la protection de ces stockages.</b></p>

<b>Stockages</b>	<p>Réserver une surface importante pour diminuer les hauteurs de stockage, prévoir des allées de circulation et des accès pour la prise d'échantillon.</p> <p>Les solides pouvant contenir des fines volatiles devront être protégés des risques de mise en suspension par le vent.</p> <p>Les solides pulvérulents seront obligatoirement stockés au sec à l'abri des intempéries ou en silos fermés équipés de dispositif de remplissage et de colonne de dégazage. Ces silos seront également équipés de filtres de récupération des fines susceptibles de partir dans l'atmosphère lors des opérations de remplissage (type cyclone).</p>
<b>Stockages de liquides citernes et réservoirs</b>	<p>En fonction des produits stockés, les risques sont différents.</p> <p>Cependant sur chantier, les citernes de stockages concernent plus particulièrement les hydrocarbures et huiles.</p> <p>Ce type de stockage doit être placé sur cuvette de rétention ou avoir une cuve double pot</p> <p>Les bouteilles de gaz seront placées à l'extérieur ou dans un local de stockage particulier.</p> <p>Un dispositif de maintien en position verticale devra être mis en place.</p> <p>Les installations de stockages selon la nature des produits stockés et la variété des équipements nécessaires présente selon des cas des risques d'incendies, d'explosions et d'intoxications d'une part et de chutes et heurts d'autres parts.</p> <p>Des aires de stockages seront implantées en suivant les principes de bases de séparation et de divisions des risques</p> <p>L'accès aux endroits nécessitant des interventions devra être étudié.</p>

### 3.5- Les conditions d'enlèvement des matériaux dangereux utilisés.

Tâches	Mesures de coordinations pour toutes les entreprises
<b>Stockages</b>	<p>Un stockage spécifique sera réalisé avec une signalisation spécifique.</p> <p>Le stockage sera provisoire, puis enlevé pour une destination appropriée au déchet (classe 1 ou 3)</p>
<b>Qualifications</b>	Les entreprises qui auront en charge des travaux avec des matériaux dangereux devront posséder les qualifications correspondantes conformément à la réglementation en vigueur

### 3.6- L'utilisation des protections collectives, des accès provisoires et de l'installation électrique générale

Tâches	Mesures de coordinations pour toutes les entreprises
<b>Gardes corps</b>	Les abords des postes de travail devront comporter des gardes corps conformes à la réglementation.
<b>Echafaudages roulants</b>	<p>Les échafaudages roulants devront être montés par une personne qualifiée.</p> <p>Il doit être complet et s'il doit être partagé, un PV sera réalisé entre les entreprises</p>
<b>Plateformes de travail passerelles</b>	Toutes les plateformes de travail ou passerelles qui seront mises à disposition de l'ensemble des travailleurs devront faire l'objet d'un mode opératoire de pose et d'entretien.
<b>Harnais</b>	Dans l'hypothèse où aucun moyen de protections collectives ne soit possible, le travailleur qui est exposé au risque de chutes de hauteur sera doté d'un système anti chutes ou de longes et absorbeur d'énergie et points d'encrages ou lignes de vies

<b>Distribution électrique</b>	Tous les matériels électriques devront être en bon état. Tout le matériel électrique utilisé par les entreprises devra être conforme la réglementation en vigueur.	
	Rallonges Enrouleurs Prises Baladeuses Phare halogène Coffrets de chantier répartis sur chaque niveau et/ou espacer maximum de 50 mètres.	Type H 07 RNF Catégorie B NCF 61.720 Protection IP 447 incassable NFC 71.008 NNF avec grille de protection.
<b>Eclairage du chantier</b>	Il ne devra pas y avoir de zone d'ombre au niveau des circulations. Chaque poste de travail devra être éclairé.	

### 3.7- Mesures de coordination affectées à des lots

Désignation	Mise à disposition	Entretien
-------------	--------------------	-----------

Désignation	Mesure de coordination
-------------	------------------------

Les installations base vie seront à charge du lot 01, et comportent notamment :

- Vestiaires, tables et chaises pour l'ensemble des intervenants, et entretien journalier pendant la durée des travaux
- Réfrigérateur et micro-ondes. Poubelle et produits d'entretien. Savon et papier essuie mains
- Une cabine sanitaire sera mise à disposition par le site. L'entreprise du lot 01, doit prévoir les consommables, ainsi que son entretien journalier pendant toute la durée des travaux.
- La base vie sera fermée par une serrure provisoire, une clef sera remise à chaque intervenant, ainsi qu'au service sécurité du site

En zone travaux :

- Coffret prises chantier et éclairage : A charge du lot 01
- Fermeture des zones en travaux : A charge du lot 01
- Protection des sols des locaux : A charge du lot 01

L'entrepreneur se reportera à l'ensemble des Cahiers des Charges et documents qui définissent les prestations des autres lots, afin de parfaitement cerner l'étendue de ses propres prestations et de réaliser en toute connaissance de cause et dans les meilleures conditions possibles, les travaux qui lui incombent.  
Le site ne dispose pas de parking.

Les frais de stationnement, démarches administratives, autorisations de voirie, et les frais inhérents sont à charge de chaque entreprise.

L'accès au chantier se fera par l'accès du personnel « Rue de la vallée ».

La livraison du matériel, et l'alimentation des zones en travaux se feront hors horaires d'affluence.

Le local poubelles papier, ayant accès direct rue de la vallée, sera mis à disposition pour le stockage du matériel. Le lot 01 assurera une séparation du local avec des barrières Héras, fermer par cadenas.

Aucun produit dangereux ou matériel déposé ne pourront être stocké dans ce local.

La base vie et un sanitaire seront mis à disposition des entreprises. Sous réserve, le local sera au rez de chaussée rue de la vallée, voir plan de localisation, et description des prestations à prévoir par le lot 01.

Les travaux vont se dérouler dans un site occupé, avec présence du personnel et du public pour certaines zones.

Les travaux bruyants, les coupures électriques, seront programmés avec le site



L'évacuation des gravats, seront programmés en coordination avec les utilisateurs présents  
Les entreprises doivent tenir compte des accès pour les livraisons et l'évacuation des gravats.  
Les ascenseurs ne pourront être utilisés.

Les zones communes (entrée, dégagements, etc) seront protégées par revêtements PVC plus tapis de propreté, à charge du lot 01 qui en assurera l'entretien journalier.

Pendant la fermeture estivale du rectorat le chantier sera fermé. 2 semaines à partir de fin juillet

### **3.8- Risques et mesures préconisées ou expression de la règle**

---

La définition d'un risque est la combinaison de la probabilité qu'un dommage survienne et de la gravité de ces conséquences.

Le risque est élevé si l'accident ou la maladie a une forte probabilité de se produire ou si leurs conséquences sont graves.

Il existe donc plusieurs familles de risques et de mesures de préventions.

- Risques de chutes de pleins pieds
- Risques de chutes de hauteur et d'ensevelissement
- Risques liés aux circulations internes
- Risques routiers en missions
- Risque à la charge physique de travail
- Risques liés à la manutention mécanique
- Risques liés aux produits chimiques
- Risques liés aux agents biologiques
- Risques liés aux équipements de travail
- Risques liés aux effondrements et aux chutes d'objets
- Risques et nuisances liés aux bruits
- Risques liés aux ambiances thermiques
- Risques liés aux incendies, et d'explosions
- Risques liés à l'électricité
- Risques liés à l'éclairage
- Risques liés aux rayonnements

### 3.9- Les règles qui sauvent - Engagement des entreprises

---

#### Canalisations électriques :

Canalisations enterrées :

Risques	Règles préconisées ou expressions de la règle
<ul style="list-style-type: none"><li>• Electrocutions</li><li>• Ensevelissement</li><li>• Eboulement</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Réaliser les DICT</li><li>• Être habilités AIPR</li><li>• Marquage au sol des réseaux existants</li><li>• Recherche de toutes canalisations maintenues en fonctionnement</li><li>• Suivre les indications de l'exploitant</li><li>• Distance de 1.5 m des canalisations à respecter</li><li>• Présence de l'exploitant</li><li>• Taluter ou blinder</li></ul>

Canalisations aériennes :

Risques	Règle préconisées ou expressions de la règle
<ul style="list-style-type: none"><li>• Electrocutions</li><li>• Heurts</li><li>• Amorçage</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Mise en place de protections des canalisations existantes, gabarits, etc...</li><li>• Respecter que les distances de sécurité soit ; *inférieure à 50 000 volts distance minimale de 3 m l</li><li>• *Supérieure à 50 000 volts distance minimale 5 m l</li></ul>

### Protection sonore de l'environnement :

Risques	Règles préconisées ou expressions de la règle
• Nuisance sonore	<ul style="list-style-type: none"><li>• Réduction du bruit généré en utilisant des machines et des procédés de travail peu ou moins bruyants.</li><li>• Entretien régulier des machines.</li><li>• Utiliser des matériaux avec une forte capacité interne à amortir le bruit.</li><li>• Porter les EPI (casques anti-bruit, bouchons d'oreilles etc..)</li></ul>

Les travaux seront à réaliser en site occupé: Toute la logistique (enlèvement, approvisionnement, etc...) se fera par les extérieurs par tous moyens appropriés à charge de l'entreprise.

Les travaux à réaliser peuvent amener l'entreprise à effectuer des percements dans les parois existantes. L'entreprise doit formaliser les procédures mises en œuvre et les sujétions liées à ces percements (dispositifs d'aspiration localisée, et toute disposition de protection des travailleurs et occupants du site).

Un plan de retrait (SS3) ou un mode opératoire (SS4) sera à fournir à l'inspection du travail spécifiant notamment les mesures d'empoussièrement réglementaires sur opérateur et dans l'environnement.

L'entreprise devra indiquer ses capacités à intervenir en sous-section 4 (Nombre de personnes formées et attestations à transmettre)

## 4. - Sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation

sur site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier

Risques	Mesures de prévention à prévoir
Site occupé	<p>Les travaux vont se dérouler dans un site occupé, avec présence du personnel et du public pour certaines zones.</p> <p>Les travaux bruyants, les coupures électriques, seront programmés avec le site</p> <p>Lors de l'exécution des travaux, l'entrepreneur devra assurer la continuité de service pour le personnel et le matériel.</p> <p>Toute intervention dans un bâtiment, un local devra faire l'objet d'une demande d'autorisation auprès des responsables de l'établissement et plus précisément auprès des personnes concernées.</p> <p>L'entrepreneur devra également toutes les alimentations provisoires nécessaires à la continuité de service, compris celles imposées par le fait que l'établissement reste en fonctionnement pendant toute la durée des travaux.</p>

## 5 - Mesures générales pour assurer le maintien du chantier en bon ordre et en état de salubrité satisfaisant

Dispositions à réaliser	Lot Principal	Lot(s) concerné(s)
Voies intérieures au chantier, comprenant :	1	
- Éclairage	1	
Réalisation des branchements suivants :	1	
- Raccordement à un réseau de distribution d'eau potable	1	
- Raccordement à un réseau de distribution électrique	1	
- Raccordement à un réseau d'évacuation des eaux usées-eaux vannes (EU-EV)	1	
- Base vie, comprenant (pour un maximale de 10 personnes)	1	
- Réfectoire	1	
- Sanitaires hommes	1	
- Sanitaires femmes	1	
- Vestiaires hommes	1	
- Vestiaires femmes	1	
- Locaux climatisés	1	
- Installations spécifiques (Amiante, Plomb)	1	
- Nettoyage des installations	1	

## 6 - Renseignements de santé et de secours

### Préambule

---

La réglementation (Article 4224-15) nous pousse à avoir 5% du personnel du chantier sauveteur secouriste du travail

Les secouristes devront être formés et recyclés depuis au moins 1 an ; ils doivent être clairement identifiables.

Chaque entreprise devra avoir sa propre trousse de premiers secours à jour.

L'accès au site où se situe l'opération devra rester en permanence libre pour permettre les secours extérieurs d'intervenir en cas d'urgence

Les consignes de sécurité et les numéros d'appels seront affichés au niveau de la base vie.

Toutes les consignes prises pour cette opération en termes de secours devront apparaître dans le PPSPS de chaque entreprise

Il n'a pas été prévu de pharmacie collective sur cette opération.

Le système de communication sera le téléphone fixe mis à disposition des entreprises au niveau de la base vie, ou si le maître d'ouvrage l'autorise., le téléphone portable sera autorisé en fonction de la disponibilité des réseaux.

Un point de rencontre sera matérialisé pour l'évacuation des blessés.

L'objectif premier est de tout mettre en place pour apporter les premiers secours et favoriser l'arrivée des secours extérieurs le plus rapidement possible.

En cas de travailleur isolé, un dispositif « homme mort » devra être mis en place.

### 6.1-Prévention des risques et maladies professionnelles

---

**Dispositions communes :** Le choix du mode opératoire et des produits utilisés doit limiter les nuisances telles que le bruit, les vibrations, les gaz etc...

**Les bruits Art 4323-91 du code du travail :** Les entreprises indiqueront dans leur PPSPS les activités de travail générant un niveau sonore supérieur à 85 dB (A). Elles devront garantir la sécurité de leur personnel.

**Utilisations des colles et résines :** Les risques devront être clairement précisés dans le PPSPS.  
Les mesures de prévention devront être précisées dans le PPSPS des entreprises concernées.

**Protections des risques de Tétanos :** Le personnel affecté sur le chantier devra être vacciné contre le tétanos.

**Nota : Cancérogènes et principales activités du BTP :** Une attention particulière sera portée sur les postes de travail pouvant engendrer des maladies C.M.R (Cancérogènes, Mutagènes et Toxiques pour la reproduction)

En effet, certains travaux comme cités ci-après peuvent provoquer certaines maladies comme :

**Gros œuvre :** Maçons/manœuvres (application des huiles de démoulage, ponçage, marteau-piqueur

**Conducteur véhicule et engins TP :** Gaz d'échappement des moteurs

**TP :** Manœuvres / maçons à l'extérieur : rayonnement solaire, fortes chaleurs : goudronneurs : Goudrons de houille, enrobés spéciaux, anti-kérosène.

Cette fiche est à compléter et doit être affichée par le lot Gros Œuvre ou par l'entreprise mandataire.

## EN CAS D'ACCIDENT

# Appel 18 ou 112 (Portable)

ICI CHANTIER : PRHDF - RECTORAT AMIENS - Travaux CFA - Faux Plafond  
20 boulevard Alsace Lorraine  
80 AMIENS

PRECISEZ LA NATURE DE L'ACCIDENT	<b>Par exemple :</b> Eboulement, Asphyxie, Chute... <b>Et la position du blessé :</b> "le blessé est sur le toit, il est au sol / dans une fouille ..." <b>Et s'il y a nécessité de dégagement</b>
SIGNALEZ LE NOMBRE DES BLESSES ET LEUR ÉTAT	<b>Par exemple :</b> "trois ouvriers blessés dont un qui saigne beaucoup et un qui ne parle pas"
FIXEZ UN POINT DE RENDEZ-VOUS	Envoyez quelqu'un à ce point pour guider le secours
NE PAS RACCROCHER LE PREMIER	Faites répéter le message

## A PRÉVENIR

### NUMÉROS UTILES POUR L'ENCADREMENT

CENTRE HOSPITALIER	Tel : 00 00 00 00 00	Urgences
MÉDECIN GÉNÉRALISTE de proximité	Adresse :	Tél :
OPHTALMOLOGISTE de proximité	Adresse :	Tél :
AFFICHAGE PERMANENT SUR CHANTIER		

## 7- Modalités de coopération entre les entrepreneurs, employeurs ou travailleurs indépendants

### Dispositions générales applicables à tous les intervenants

Afin de mieux appréhender l'opération, il sera demandé à chaque entreprise de désigner une personne référente pour assurer et faire respecter les règles de sécurité sur cette opération car l'intervention du coordonnateur ne modifie en rien la responsabilité des entreprises en matière de sécurité de santé vis-à-vis du personnel des entreprises.

Pour cela une inspection commune sera réalisée avant chaque intervention sur le chantier avec l'entreprise quel que soit son rang.

Le contenu du PPSPS de chaque entreprise devra comporter au moins 4 rubriques et cela pour répondre à la réglementation.

1. Renseignements généraux,
2. Disposition en matière de secours et d'évacuation,
3. Conditions de travail et des locaux destinés au personnel,
4. Disposition de sécurité et de protections de la santé.

Il sera demandé également que le PPSPS soit spécifique à l'affaire et comporte notamment des modes opératoires en fonction des tâches à réaliser.

En ce qui concerne la sous traitance, la déclaration devra être réalisée dans les temps réglementaires. Le coordonnateur SPS ne doit pas être mis devant le fait accompli. Idem pour les travailleurs indépendants et prestataires.

**RAPPEL :** le maître d'ouvrage doit assurer au coordonnateur SPS l'autorité et les moyens nécessaires au bon déroulement de sa mission.

Tâches	Mesures de coordinations à la charge de chaque entreprise.
Contenu et rôle du PPSPS	<p>Avant toute intervention sur le chantier, chaque entreprise intervenante (titulaire, cotraitant ou sous-traitant) doit remettre au Coordonnateur SPS un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé. (PPSPS) Voir Mémo pratique de l'OPPBT en annexe.</p> <p><b>Rôle du Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS)</b></p> <p>Le PPSPS devra être conforme aux dispositions de l'article R 4532-63, R 4532-66 à 74 du code du travail. Le PPSPS est un outil de travail du chantier. Il indique de manière détaillée toutes les dispositions et toutes les mesures relatives à la sécurité et à la protection de la santé des personnes pour tous les travaux que l'entrepreneur va exécuter. Il doit être établi, en tenant compte des données générales et particulières contenues dans :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Le Plan Général de Coordination SPS,</li><li>• Les pièces contractuelles du marché,</li></ul> <p>Chaque procédure d'exécution contiendra un chapitre sur la sécurité. Il identifiera les risques encourus pour réaliser la tâche et les moyens pour se protéger. Toutes décisions de changements de méthode dans la réalisation d'une tâche doivent être accompagnées d'une nouvelle procédure d'exécution et d'un additif au PPSPS. Ces documents devront être validés par le Maître d'œuvre et le coordonnateur SPS.</p>



<p><b>Diffusion du PPSPS</b></p>	<p>Le PPSPS doit être conforme aux articles R.4532-56 à 74</p> <p>L'entrepreneur dispose de trente jours à compter de la notification du marché par le Maître de l'Ouvrage pour établir et remettre leur PPSPS au Coordonnateur SPS.</p> <p>Le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé peut être consulté pour avis, avant toute intervention sur le chantier, par le médecin du travail ainsi que par les membres du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (ou, à défaut, les délégués du personnel) de l'entreprise.</p> <p>L'entrepreneur chargé du marché principal de travaux, ainsi que celui appelé à exécuter des travaux présentant des risques particuliers adresse aux organismes officiels de prévention (Inspecteur du Travail, CRAM, OPPBTP), avant toute intervention sur le chantier, un exemplaire du plan particulier de sécurité et de protection de la santé auquel sont joints les avis cités ci-dessus, s'ils ont déjà été donnés.</p> <p>Dans le cas contraire ces avis seront transmis par l'entrepreneur dès qu'il en est saisi.</p>
<p><b>Evolution du PPSPS</b></p>	<p>Un exemplaire à jour du plan particulier de sécurité et de protection de la santé est tenu en permanence sur le chantier. Cet exemplaire peut être consulté par les membres du collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail, les membres du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ou, à défaut, les délégués du personnel, le médecin du travail, l'inspecteur du travail, le représentant du service de prévention de l'organisme de sécurité sociale compétent en matière de prévention des risques professionnels et l'agent du comité de l'organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics.</p> <p>Au cours du déroulement du chantier, certaines mesures initialement prévues par l'entrepreneur peuvent s'avérer insuffisantes, inapplicables ou remplaçables par d'autres mesures. Dans ce cas, l'entrepreneur devra indiquer dans un additif à son PPS, les dispositions de sécurité d'une efficacité au moins équivalente qui seront mises en œuvre. Ces substitutions seront portées à la connaissance du Coordonnateur SPS ainsi qu'aux autres destinataires du PPS (organismes de prévention, utilisateurs, etc...).</p>
<p><b>Sous-traitant</b></p>	<p>L'entrepreneur qui fait exécuter en tout ou partie, le contrat conclu avec le Maître de l'Ouvrage par un ou plusieurs sous-traitants, remet à ceux-ci un exemplaire du Plan Général de Coordination et le cas échéant, un document précisant les mesures d'organisation générale qu'il a retenues pour la partie du chantier dont il a la responsabilité et qui sont de nature à avoir une incidence sur la Sécurité et la Santé des travailleurs. L'entrepreneur communique au coordonnateur SPS la liste des tâches qu'il envisage de sous-traiter et les coordonnées des entreprises retenues de façon à ce qu'elles soient convoquées à l'inspection commune.</p> <p>Le sous-traitant est tenu d'établir un PPSPS quelle que soit la nature, l'importance et la durée de son intervention. Un PPSPS simplifié sera admis dans certains cas pour des travaux simples et / ou de faible importance.</p> <p>Le sous-traitant tient compte dans l'élaboration de son PPSPS des informations fournies par l'entrepreneur ainsi que des dispositions contenues dans le PGC. Le sous-traitant doit être connu assez tôt pour disposer d'un délai suffisant à l'élaboration de son PPSPS.</p>
<p><b>Emploi du personnel intérimaire</b></p>	<p>Les entreprises employant du personnel intérimaire doivent s'assurer que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Le personnel est apte à effectuer le travail auquel il est destiné, en particulier le travail en hauteur et le port de charges lourdes)</li> <li>• L'intéressé est en règle au point de vue du cadre du travail et de séjour,</li> <li>• Le personnel a subi la formation de la sécurité,</li> <li>• Le personnel intérimaire justifiera des pièces de contrôle sous le nom de l'entreprise utilisatrice.</li> </ul>

- **Définition des sous-traitants**

Pour ce qui est du statut particulier de la sous-traitance, la jurisprudence considère que l'entreprise sous-traitante doit avoir son propre matériel et sa propre autonomie notamment en matière d'encadrement. Elle considère aussi que ce statut ne peut être donné qu'à des entreprises réalisant et engageant leur responsabilité de constructeur sur une partie de l'ouvrage final.

Le sous-traitant respecte l'ensemble des dispositions liées à la coordination SPS (inspection commune, PPSPS, CISSCT...) au même titre que les entreprises titulaires.

- **Définition des personnes autorisées**

Les personnes morales autorisées sont les entreprises désignées par le maître d'ouvrage et les sous-traitants, ayant participé à l'inspection commune et ayant remis leur PPSPS au coordonnateur SPS.

Les personnes physiques autorisées sont les travailleurs du chantier désignés par les personnes morales autorisées.

- **Maîtrise de la langue française**

Chaque entreprise dispose en permanence sur le chantier d'une personne maîtrisant la langue française, qui est l'interlocuteur privilégié du coordonnateur SPS. Cette personne peut être issue du personnel d'encadrement ou d'exécution ; il peut aussi s'agir d'un interprète.

Cette personne doit avoir autorité sur le personnel de l'entreprise et doit avoir la capacité de répondre par écrit en langue française au coordonnateur SPS dans le cadre des observations ou notifications portées dans le registre-journal.

- **Désignation d'un interlocuteur sécurité**

Chaque entreprise informe le coordonnateur SPS de l'identité de son interlocuteur sécurité.

Cet interlocuteur privilégié du coordonnateur SPS assiste à l'inspection commune avec son responsable hiérarchique ; il doit être présent en permanence sur le chantier et être en mesure de viser le registre-journal pour le compte de l'entreprise. Il peut ainsi diffuser les consignes du coordonnateur SPS aux autres personnels de l'entreprise.

- **Harmonisation des PPSPS**

Aux fins d'harmonisation des PPSPS, chaque entreprise fournit, lors de l'inspection commune, une trame d'analyse de risques pouvant avoir une incidence sur la sécurité du personnel des autres entreprises présentes sur le chantier.

Ces ressources annoncées par l'entreprise confirmeront ou infirmeront les hypothèses retenues par le coordonnateur SPS lors de l'établissement du PGCSPPS en phase conception et lui permettront de le modifier en tant que de besoin.

- **Rôle et autorité du coordonnateur SPS**

La mission du coordonnateur SPS l'amène à s'impliquer dans les risques de coactivité simultanée et/ou successive entre les entreprises, sous-traitants et travailleurs indépendants et dans les risques liés aux environnements dangereux.

Il est rappelé que le coordonnateur SPS n'est pas assujéti à un devoir de conseil vis-à-vis des entreprises, sous-traitants et travailleurs indépendants.

En cas de danger grave et imminent et quelle que soit la nature du risque, il peut prendre toutes mesures utiles (allant jusqu'à l'arrêt du poste de travail concerné) pour le faire cesser.

- **Limites de mission du coordonnateur SPS**

La mission du coordonnateur SPS est indépendante de toute mission pouvant concerner la sécurité des personnes dans l'utilisation des équipements et ouvrages achevés.

La mission du coordonnateur SPS ne porte pas sur les risques découlant d'un défaut de stabilité ou de résistance des ouvrages ou parties d'ouvrage, y compris en phase provisoire de travaux. Il appartient aux intervenants concernés de prendre les dispositions propres à assurer cette stabilité ou cette résistance, y compris en matière de résistance de sol.

Les vérifications réglementaires et l'ensemble des examens d'adéquation auxquels peuvent être assujettis certains équipements, appareils ou installations sur le chantier (appareils de levage, installations électriques, appareils sous pression, engins de chantier...) ne relèvent pas des prestations du coordonnateur SPS, tout comme la vérification des habilitations-autorisations-qualifications du personnel.

La coordination réalisée dans le cadre d'un plan de prévention pour les travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure n'incombe pas au coordonnateur SPS.

Les dispositions à soumettre à l'autorité compétente pour qu'elle arrête les conditions particulières d'exploitation de l'établissement ou de l'ouvrage pendant les travaux, et plus particulièrement en matière de protection incendie et de protection du public, ne sont pas incluses dans la mission du coordonnateur SPS.

Le contrôle des cartes d'identification professionnelle des travailleurs du chantier n'est pas du ressort du coordonnateur SPS.

## 7.1 Collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail

SANS OBJET

### *Liste des annexes*

---

Nom de l'annexe
Silice - Livret d'information

### *5. Liste des entreprises dès que retenues*

---

## **Mise en place de bungalow en sécurité**

L'objectif, est d'assurer la sécurité des opérateurs pendant les phases de mise en place et enlèvement de bâtiments modulaires par installation de protection collective rigide.

L'accès aux toitures doit s'effectuer, dans la mesure du possible, par escalier avec garde-corps.

L'échelle avec crochet et barre d'appuis est aussi acceptée.

Les gardes corps doivent être conformes aux normes européennes 13-374 sur les gardes corps temporaires ou norme F93-340 sur les gardes corps de chantier.

